

Quand Emmanuel Macron feint de découvrir et de s'offusquer du salaire de Carlos Tavares alors qu'il était au courant de tout



Ce n'est pas le salaire de Carlos Tavares qui est indécent. C'est l'Etat, qui a encore une participation de 14% au capital de PSA Peugeot-Citroën.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La publication de la rémunération du PDG de PSA Peugeot Citroën a été une fois de plus l'occasion d'un psychodrame politico-médiatique dont le pays se serait bien passé, tellement il est ambigu et pervers.

Dès que cette mayonnaise sera retombée, on s'apercevra que l'objet du scandale n'est pas l'argent que touche le président de PSA, mais la participation de 14% que l'Etat détient encore au capital de Peugeot.

Et c'est bien parce que l'Etat est encore actionnaire de l'entreprise qu'Emmanuel Macron avait été mis au courant depuis l'arrivée du nouveau président de Peugeot de ses conditions de rémunération. A l'époque, c'est Arnaud Montebourg qui avait supervisé le contrat.

Depuis, Emmanuel Macron et l'Elysée ont toujours su que les conditions économiques et le résultat allaient impacter la rémunération de Carlos Tavares.

Ajoutons que les représentants de l'Etat au conseil ont voté contre, mais que le cabinet du ministre n'en a fait aucune publicité. Sur le moment, Emmanuel Macron n'a rien trouvé à redire. Il a laissé le patron des participations publiques adopter sa posture d'opposant pour ne pas froisser la gauche au cas où ça se saurait. **Macron pensait que ça ne se saurait pas.**

Et maintenant que ça se sait et que tout le monde s'en empare, il fait un numéro d'hypocrisie dont le pouvoir a le secret et qui ne trompe personne. Le ministre de l'Économie [Emmanuel Macron](#) a affirmé dans le Parisien/Aujourd'hui en France ce mercredi que Carlos Tavares "avait eu tort de faire abstraction de la sensibilité des Français".

Macron a été obligé de faire le service minimum, mais il l'a fait. Il faudra essayer de savoir pourquoi il n'a pas continué sa série de déclarations transgressives par rapport aux valeurs ancestrales de la gauche. Il faudra.

Peut-être parce qu'aujourd'hui, quand on est au gouvernement on ne tape plus sur l'ambulance.

Toutes les explications et les justifications qui ont été données autour du salaire de Carlos Tavares sont évidemment inaudibles. D'autant qu'elles ont été initiées par la CFDT nationale qui doit avoir des comptes à régler avec PSA, et par la CGT maison pour laquelle toutes les occasions sont bonnes pour taper sur la direction.

La rémunération est inaudible parce qu'un salaire de footballeur est applaudi au Parc des princes, mais hué dans une entreprise.

La rémunération est inaudible parce qu'il y a plus de 3 millions de chômeurs dans ce pays et qu'il n'y a pas de perspectives

La rémunération est même très difficile à expliquer. Pourquoi se lancer dans la radiographie d'une feuille de paie qui a été fixée par un comité de rémunération selon un contrat écrit il y a deux ans, alors que lequel contrat ne choquait personne ?

Inutile aussi de séparer ce qui est fixe et ce qui est variable en fonction des résultats Inutile de rappeler que la plus grande partie a été versée en actions qui ne seront libérées que dans 4 ans, et à quel prix ?

Inutile de préciser que les salaires de patrons de l'automobile dans le monde sont tous 3 à 4 fois plus élevés que celui versé chez Peugeot.

Inutile enfin d'ajouter que ces patrons sont sur un marché mondial, qu'il n'y avait pas beaucoup de candidats légitimes à la fonction et qu'enfin, avec tout ce qu'on raconte, il n'y en aura pas plus à l'avenir.

Qui dans le monde peut s'intéresser au management de Peugeot quand il apprend que le PDG se fait massacrer la tête par le monde politico-médiatique... ?

Donc on n'explique pas, on grogne et on vitupère. Ce débat permet d'alimenter le climat délétère qui règne en France concernant nos rapports pourris avec l'argent.

Une fois de plus, la France considère que la richesse fait scandale alors qu'objectivement, le vrai scandale c'est la pauvreté et la misère.

Ce débat a surtout l'immense avantage de masquer un autre problème qui embarrasse tout le monde : la place de l'Etat dans une entreprise privée. L'Etat français a encore 14% du capital de Peugeot. Cette participation remonte à 2014 quand le chinois Dongfeng est arrivé dans le jeu. Montant de la part de l'Etat : 800 millions d'euros. A l'époque, personne n'a cillé. L'Etat arrivait en appui de la famille pour éviter que l'ensemble ne parte chez les Chinois. A l'époque, l'Etat préservait la part qu'il avait apportée deux ans auparavant pour aider à reconsolider l'empire Peugeot ébranlé par la crise.

A l'époque, l'Etat était très content de voir Carlos Tavares arriver au management

Depuis, la valeur détenue par l'Etat chez Peugeot a été multipliée par trois. L'Etat a donc fait une excellente affaire pour le contribuable.

Alors d'une certaine façon, l'Etat a fait (comme chez Renault d'ailleurs) son job de réassureur en dernier recours. Mais comme chez Renault, l'Etat a gagné beaucoup d'argent.

Mais comme chez Renault, l'Etat ne réussit pas à partir. Un capitaliste normal prendrait ses bénéfices. Mais dans l'automobile, il faut croire que les choses ne sont pas normales.

Le résultat, c'est que comme chez Renault, l'Etat se mêle ou fait semblant de se mêler de tout. De la couleur des voitures au parc électrique en passant par l'argent des présidents, et pas seulement des présidents.

La conjoncture est telle aujourd'hui que l'Etat aurait l'occasion de sortir ce qui lui donnerait les moyens de financer de jeunes pousses. N'importe quel gestionnaire avisé aurait fait l'opération.

Seulement voilà, les jeunes poussent, ça ne vote pas et surtout ça ne fait pas l'ouverture des 20 heures. Alors que de s'attaquer à des industries qui se relèvent, ça fait frémir dans les débats électoraux.

Le vrai problème, c'est l'Etat.